

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80 140
71 040 Mâcon Cedex 9

Le 8 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARREFOUR SUPPLY CHAIN

ZAC de Sennecé-lès-Mâcon
60 Allée de Lecco
71 000 Mâcon

Références : FL/NM/2024/M_57
Code AIOT : 0025300072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2023 dans l'établissement CARREFOUR SUPPLY CHAIN implanté ZAC de Sennecé-lès-Mâcon 60 Allée de Lecco 71000 Mâcon. L'inspection a été annoncée le 09/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2023, une action régionale sur la thématique des équipements sous pression. Celle-ci a été réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours du 1er semestre de l'année 2023.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont eu pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression présents au sein des établissements exploitant des ICPE et notamment l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

La présente inspection a été réalisée au titre de cette action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, la présence et l'exactitude de la liste des équipements sous pression exploités sur le site, exigée au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et à contrôler sur site quelques équipements.

Par sondage, l'inspection des installations classées a retenu, pour son contrôle, deux équipements sous pression de la liste établie par l'exploitant en application des dispositions du III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 :

- un séparateur d'huile fabriqué par la société MSI en 2008 avec le numéro de série 08.14522, un volume de 77 litres et une pression maximale admissible de 25 bar ;
- un réservoir d'air comprimé fabriqué par la société Aircom en 2012 ayant le numéro de série 0060, un volume de 200 litres et une pression maximale admissible de 11 bar.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARREFOUR SUPPLY CHAIN
- ZAC de Sennecé-lès-Mâcon 60 Allée de Lecco 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0025300072
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrefour Supply Chain, spécialisée dans la logistique et le transport exploite sur le territoire de la commune de Mâcon une plateforme logistique.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 06/2057/2-3 du 13 juillet 2006 modifié dernièrement par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° DCL/BRENV/2018-66-1 du 7 mars 2018.

Thème de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Suivi en service avec plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
5	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Non-conformité relevée le jour de l'inspection, puis mise en conformité assurée par l'exploitant avant la signature du présent rapport
6	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
7	État d'appareils à pression	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- 4 non-conformités ont été constatées, sur les thèmes suivant :
 - défaut d'informations au sein de la liste des appareils à pression ;
 - absence de désignation, par l'exploitant, de la personne compétente ayant rédigé un plan d'inspection et absence de justification d'une rédaction sous la responsabilité de l'exploitant ;
 - absence de référence et de date du plan d'inspection afférent au sein du compte-rendu de l'inspection périodique d'un appareil ;
 - défaut de respect de la période maximale entre requalifications périodiques, pour un appareil ;
- 3 demandes de compléments sont formulées concernant la :
 - mise à jour de la liste des appareils à pression ;
 - démonstration d'absence d'équipement sous pression au sein des compresseurs présents sur le site ;
 - justification de la surveillance de la mise en œuvre d'un plan d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : [...] III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a été en mesure de présenter une liste des appareils à pression présents sur le site. L'inspection des installations classées constate que cette liste apparaît être complète concernant les équipements sous pression des systèmes frigorifiques, mais qu'elle n'intègre pas tous les autres équipements sous pression présents sur le site et lorsque certains sont mentionnés, ceux-ci le sont sans l'ensemble des informations imposées au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Lors de l'inspection du 1er juin 2023, l'exploitant s'est engagé à transmettre une liste unique (quels que soient les équipements, liés ou non à des systèmes frigorifiques), autoportante et mise à jour des appareils à pression présents sur le site. Par message électronique du 22 juin 2023, l'exploitant a transmis la liste des équipements sous pression actualisée. L'inspection des installations classées constate les manquements suivants au sein de cette liste actualisée et unique, concernant les autres équipements sous pression (autres que les équipements sous pression des systèmes frigorifiques) : <ul style="list-style-type: none">• type ;• régime de surveillance. Pour les équipements sous pression des systèmes frigorifiques, l'inspection des installations classées constate que la liste répond aux exigences de : <ul style="list-style-type: none">• l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 ;• la fiche technique n° 7 du cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression porté par l'USNEF (union syndicale nationale des exploitations frigorifiques), dans sa version du 23 juillet 2020, reconnu par la décision du BSERR (bureau de la sécurité des équipements à risques et des réseaux de la direction générale de la prévention des risques du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires) n° 20-037 du 19 août 2020. Non-conformité : l'inspection des installations classées relève une non-conformité en constatant le défaut de certaines informations imposées au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a questionné l'exploitant, lors du contrôle du 1er juin 2023, sur la présence éventuelle d'équipements sous pression au sein de trois compresseurs

du site fabriqués par la société Worthington Creyssensac (deux sont situés au trieur associés au même réservoir d'air et un autre est situé à l'agréage). En effet, ce type d'équipement comprend souvent un récipient assurant la fonction de séparateur d'huile qui est généralement un équipement sous pression devant donc faire l'objet d'un suivi en service.

Par message électronique du 22 juin 2023, l'exploitant a précisé que son fournisseur aurait confirmé que seule la cuve est un élément sous pression soumis à un contrôle pour les compresseurs du trieur et de la maintenance et que la partie déshuileur ne serait pas concernée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de compléments : l'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant la liste mise à jour des appareils à pression présents sur le site.

Demande de compléments : l'exploitant démontrera à l'inspection des installations classées l'absence d'équipement sous pression au sein de l'ensemble des compresseurs présents sur son site (intégrant celui de l'agréage occulté de la réponse du 22 juin 2023) ou justifiera le respect des exigences de suivi en service imposées au travers de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 pour ces autres équipements, actuellement absents de sa liste des appareils sous pression (hormis les réservoirs d'air comprimé associés).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Suivi en service avec plan d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire partiel de plans d'inspections
Prescription contrôlée : [...] VII. - Le plan d'inspection est rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne compétente qu'il désigne. Il est approuvé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 ou, pour les tuyauteries non soumises à requalification, par l'exploitant. Cette approbation a lieu dans les 18 mois qui suivent la mise en service de l'équipement, ou dans les 18 mois qui suivent une inspection ou une requalification périodique pour les équipements en service à la date de publication de l'arrêté. Lorsque le plan d'inspection est rédigé sur la base d'un cahier technique professionnel listé en annexe 2, il peut toutefois être approuvé lors de la première requalification périodique, puis successivement lors de chaque requalification périodique consécutive à une mise à jour du plan d'inspection. Dès lors qu'il est approuvé, le plan d'inspection acquiert un caractère réglementaire. Son non-respect est passible des sanctions prévues au 1° de l'article L. 557-58 du code de l'environnement. L'application des dispositions du chapitre II du présent titre peut être imposée par les agents mentionnés à l'article L. 557-46 de ce même code. La mise en œuvre effective du plan d'inspection est surveillée : - directement par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 36 du présent arrêté ou sous sa responsabilité ; - par l'exploitant lorsque le plan d'inspection le prévoit explicitement. [...]
Constats : L'un des deux équipements sous pression sélectionnés par sondage (séparateur d'huile fabriqué par la société MSI en 2008 avec le numéro de série 08.14522) fait l'objet d'un suivi en service selon un plan d'inspection rédigé sous la responsabilité de la société Mondial Frigo sur la base du cahier technique professionnel (CTP) pour le suivi en service des systèmes frigorifiques du 23 juillet 2020 : en l'occurrence, le plan d'inspection n° 290321170833GLE du 22/03/2021. Ce plan d'inspection a été rédigé par une personne compétente désignée par la société Mondial Frigo au travers d'un titre d'habilitation pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression. Ce titre du 5 février 2021 atteste que la personne en question est désignée pour réaliser notamment les opérations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• rédaction de plans d'inspection ;• inspections périodiques. Non-conformité : l'inspection des installations classées relève une non-conformité en constatant l'absence de désignation, par l'exploitant, de la personne compétente ayant rédigé le plan d'inspection n° 290321170833GLE du 22/03/2021, lui même non signé par l'exploitant ce qui ne peut pas justifier de sa rédaction sous sa responsabilité, et ce, contrairement aux dispositions du VII de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Le plan d'inspection n° 290321170833GLE du 22/03/2021 n'est pas encore approuvé par un organisme habilité étant donné que l'échéance de la première requalification périodique (RP) suivant la date d'application de ce plan n'est pas encore atteinte (fabrication de l'équipement en 2008 et première RP en 04/07/2017, soit avant la date d'application du plan d'inspection, prochaine RP prévue par l'exploitant au plus tard le 24/05/2027).

L'inspection des installations classées constate que le plan d'inspection n° 290321170833GLE du 22/03/2021 ne prévoit pas explicitement si la surveillance de sa mise œuvre est assurée soit par l'exploitant, soit directement par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ou enfin sous sa responsabilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de compléments : l'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en précisant de quelle manière la surveillance de la mise en œuvre du plan d'inspection n° 290321170833GLE du 22/03/2021 est assurée conformément aux dispositions du VII de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Le cas échéant, l'exploitant mettra à jour son plan d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification documentaire des échéances d'inspections périodiques
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. [...]
Constats : Suivant les informations de la liste établie par l'exploitant, en application des dispositions du III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, les échéances réglementaires d'inspection périodique (IP) étaient respectées, au jour de l'inspection du 1er juin 2023, pour les des deux équipements sous pression sélectionnés par sondage (séparateur d'huile fabriqué par la société MSI en 2008 avec le numéro de série 08.14522 ; réservoir d'air comprimé fabriqué par la société Aircom en 2012 avec le numéro de série 0060) : <ul style="list-style-type: none">• séparateur d'huile MSI : dernière IP réalisée le 24/05/2023 ;• réservoir d'air comprimé Aircom : dernière IP réalisée en novembre 2019. Pour ces équipements, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum : <ul style="list-style-type: none">• pour le séparateur d'huile MSI : à 24 mois selon le point C.3 du chapitre C du cahier technique professionnel (CTP) - cet équipement appartenant à un système frigorifique comportant plusieurs récipients suivis en exploitation selon le chapitre C du CTP, la période maximale à prendre en compte est la période correspondant aux récipients suivis selon le même chapitre C de catégorie la plus élevée, en l'occurrence la catégorie IV imposant une période maximale de 24 mois ;• pour le réservoir d'air comprimé Aircom : à 4 ans en application du I de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse de comptes-rendus d'inspections périodiques
Prescription contrôlée : <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
Constats : <p>L'inspection des installations classées a consulté le compte-rendu de la dernière inspection périodique (IP) réalisée, par un inspecteur habilité de la société Mondial Frigo, pour l'un des deux équipements sous pression sélectionnés par sondage (séparateur d'huile fabriqué par la société MSI en 2008 avec le numéro de série 08.14522) : numéro de dossier 290321170833GLE du 24/05/2023.</p> <p>Le compte-rendu consulté n'inclut pas d'observation contredisant le maintien en service de l'équipement.</p> <p>L'inspection des installations classées relève :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'adéquation des caractéristiques de l'équipement sous pression avec les caractéristiques de l'accessoire de sécurité précisées sur le compte-rendu d'IP consulté : déclenchement de la soupape à 25 bar soit à une pression inférieure ou égale à la pression maximale admissible de l'équipement de 25 bar ;• que le compte-rendu d'IP consulté :<ul style="list-style-type: none">◦ ne comporte pas la référence et la date du plan d'inspection afférent ;◦ est signé par l'intervenant. <p>Cependant, le point A.2.3 du chapitre A du cahier technique professionnel dispose que les fiches techniques n° 3, 4 et 5 proposent des trames qui listent les points qui doivent au minimum être inspectés et figurer sur le compte rendu d'inspection périodique. D'autre part, la fiche technique n° 4 intitulée « exemple de fiche type de compte rendu d'inspection périodique d'un ou plusieurs récipient(s) visés par le chapitre C et/ou le point E.4.2. constitutif(s) ou non d'un ensemble frigorifique et ses ou leurs accessoires sous pression raccordé » prévoit la mention du numéro et</p>

de la date du plan d'inspection.

Non-conformité : l'inspection des installations classées relève une non-conformité en constatant l'absence de référence et de date du plan d'inspection afférent au sein du compte-rendu de l'inspection périodique du séparateur d'huile fabriqué par la société MSI en 2008 avec le numéro de série 08.14522 réalisée le 24 mai 2023, et ce, contrairement aux dispositions du point A.2.3 du chapitre A du cahier technique professionnel et de sa fiche technique n° 4.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de compte-rendu associé à l'inspection périodique réalisée en novembre 2019 pour le réservoir d'air comprimé fabriqué par la société Aircom en 2012 avec le numéro de série 0060. A ce propos, l'inspection des installations classées renvoie vers la cinquième fiche de constats du présent rapport d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Requalifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification documentaire des échéances de requalifications périodiques
Prescription contrôlée : <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>[...]</p>
Constats : <p>Suivant les informations de la liste établie par l'exploitant, en application des dispositions du III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, l'échéance réglementaire de requalification périodique (RP) :</p> <ul style="list-style-type: none">• n'était pas respectée, au jour de l'inspection du 1er juin 2023, pour l'un des deux équipements sous pression sélectionnés par sondage : en l'occurrence, le réservoir d'air comprimé Aircom sans aucune RP réalisée, au jour de l'inspection du 1er juin 2023, et ce, depuis sa mise en service en 2012 ;• était respectée, au jour de l'inspection du 1er juin 2023, pour l'autre équipement sous pression sélectionné par sondage : le séparateur d'huile MSI dont la dernière RP a été réalisée le 04/07/2017 et la prochaine est prévue par l'exploitant au plus tard le 24/05/2027. <p>Pour ces équipements, la période maximale entre les RP est fixée au maximum :</p> <ul style="list-style-type: none">• pour le séparateur d'huile MSI : à 12 ans selon le point C.4 du chapitre C du cahier technique professionnel et le point A.3.2 de son chapitre A ;• pour le réservoir d'air comprimé Aircom : à 10 ans en application du I de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 en vigueur aux échéances compte tenu de la date de mise en service susmentionnée. <p>Non-conformité : l'inspection des installations classées relève une non-conformité, à la date du contrôle du 1er juin 2023, en constatant un défaut de respect de la période maximale entre les requalifications périodiques pour le réservoir d'air comprimé fabriqué par la société Aircom en 2012 ayant le numéro de série 0060, et ce, contrairement aux dispositions du I de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.</p>

Lors de l'inspection du 1er juin 2023, l'exploitant s'est engagé à faire remplacer à neuf le réservoir d'air comprimé Aircom. Par message électronique du 22 juin 2023, l'exploitant a indiqué avoir passé une commande pour remplacer la cuve de cet équipement et a communiqué le bon de commande n° EP529145 du 16 juin 2023. Par message électronique du 17 juillet 2023, l'exploitant a confirmé l'installation d'un équipement de remplacement (réservoir d'air comprimé fabriqué par la société Cordivari en 2023 avec le numéro de série P174106, un volume de 186 litres et une pression maximale admissible de 24,2 bar), photographies à l'appui.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Requalifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse de comptes-rendus de requalifications périodiques
Prescription contrôlée : <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none">-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : <p>L'inspection des installations classées a consulté le compte-rendu de la dernière requalification périodique (RP) réalisée par l'organisme habilité Bureau Veritas pour l'un des deux équipements sous pression sélectionnés par sondage (séparateur d'huile fabriqué par la société MSI en 2008 avec le numéro de série 08.14522) : rapport n° 056362/S4.1.4.RQ du 13/07/2017.</p> <p>Le compte-rendu consulté n'inclut pas d'observation contredisant le maintien en service de l'équipement.</p> <p>Par ailleurs et en l'absence de réalisation de RP pour l'autre équipement sous pression sélectionné par sondage (réservoir d'air comprimé fabriqué par la société Aircom en 2012 avec le numéro de série 0060), l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de compte-rendu associé. A ce propos, l'inspection des installations classées renvoie vers la cinquième fiche de constats du présent rapport d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État d'appareils à pression

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : Lors du contrôle visuel de terrain effectué sur les deux équipements sous pression sélectionnés par sondage (séparateur d'huile fabriqué par la société MSI en 2008 avec le numéro de série 08.14522 ; réservoir d'air comprimé fabriqué par la société Aircom en 2012 avec le numéro de série 0060), l'inspection des installations classées n'a constaté ni de dégradation ou de déformation apparente, ni de fuite ou d'échappement, ni de corrosion.
Type de suites proposées : Sans suite